



UR | UNIVERSITÉ
DE **LA RÉUNION**

**15 AVENUE RENE CASSIN – CS 92003
97744 SAINT DENIS MESSAG CEDEX 9**

Objet des travaux :

**PLAN DE RELANCE
GER ET PERFORMANCE ENERGETIQUE DU BATIMENT S1
CAMPUS UNIVERSITAIRE DU MOUFIA**

**CAHIER DES CLAUSES
ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(C.C.A.P.)**

**Lot n°5 : cloison – faux-plafond
Levée des réserves**

SOMMAIRE DÉTAILLÉ

CHAPITRE 1 – GÉNÉRALITÉS.....	4
ARTICLE 1 - CHAMP D'APPLICATION	4
ARTICLE 2 - DÉFINITIONS ET OBLIGATIONS GÉNÉRALES DES PARTIES	4
2.1. Maître de l'ouvrage –Conducteur d'opération – Maître d'œuvre	4
2.2. Contrôle technique	4
2.3. Coordinateur en matière de sécurité et de protection de la santé	4
2.4. Forme des notifications et informations	4
2.5. Marchés à tranches optionnelles.....	4
ARTICLE 3 - PIÈCES CONTRACTUELLES	5
CHAPITRE 2 – PRIX ET RÈGLEMENT DES COMPTES.....	6
ARTICLE 4 - CONTENU ET CARACTÈRE DES PRIX	6
4.1. Distinction des prix forfaitaires et des prix unitaires.....	6
4.2. Variation dans les prix	6
ARTICLE 5 - RÉMUNÉRATION DU TITULAIRE.....	6
5.1. Avances.....	6
5.2. Retenue de garantie	6
5.3. Retenue pour non remise du dossier des ouvrages exécutés.....	6
ARTICLE 6 - MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES COMPTES	7
6.1. Demandes de paiement mensuelles	7
6.2. Acomptes mensuels	7
6.3. Demande de paiement finale.....	7
6.4. Facturation électronique	7
CHAPITRE 3 – DÉLAIS	8
ARTICLE 7 - DÉLAIS.....	8
7.1. Délais d'exécution	8
7.2. Calendrier détaillé d'exécution	8
7.3. Prolongation des délais d'exécution	8
ARTICLE 8 - PÉNALITÉS, PRIMES ET RETENUES	9
8.1. Retenues et pénalités pour retard	9
8.2. Retenues et pénalités pour remise des documents fournis après exécution	9
8.3. Primes pour avance.....	9
8.4. Pénalités pour absences ou retards aux rendez-vous de chantier	9
8.5. Pénalités pour non respect d'obligations relatives à la sécurité et à la protection de la santé	9
8.6. Pénalité pour non respect des obligations relatives à la protection de l'environnement.....	10
8.7. Pénalité pour absence de nettoyage en fin de chantier.....	10
8.8. Exonération et plafond du montant des primes et des pénalités	10

CHAPITRE 4 – RÉALISATION DES OUVRAGES	11
ARTICLE 9 - PRÉPARATION DES TRAVAUX	11
ARTICLE 10 – GESTION DE LA QUALITÉ	11
ARTICLE 11 - PLANS D'EXÉCUTION – NOTES DE CALCULS – ÉTUDES DE DÉTAIL	11
ARTICLE 12 - INSTALLATION, ORGANISATION, SÉCURITÉ ET HYGIÈNE DU CHANTIER.....	11
12.1. Installations de chantier	11
12.2. Chantier vert	11
12.3. Raccordements aux réseaux et gestion des fluides	12
12.4. Sécurité du public	12
12.5. Nettoyage et remise en état	12
ARTICLE 13 - DOCUMENTS FOURNIS APRÈS EXÉCUTION.....	13
CHAPITRE 5 – RÉCEPTION ET GARANTIES.....	14
ARTICLE 14 - RÉCEPTION	14
CHAPITRE 6 – DÉROGATIONS AUX DISPOSITIONS DU CCTG ET DU CCAG ..	15
ARTICLE 15 - RÉCAPITULATIF DES DÉROGATIONS AUX DISPOSITIONS DU CCAG	15

CHAPITRE 1 – GÉNÉRALITÉS

ARTICLE 1 - CHAMP D'APPLICATION

Le présent cahier des clauses administratives particulières fixe les contraintes que doit respecter la réalisation des levées des réserves des travaux de GER et rénovation énergétique du bâtiment S1.

ARTICLE 2 - DÉFINITIONS ET OBLIGATIONS GÉNÉRALES DES PARTIES

2.1. Maître de l'ouvrage –Conducteur d'opération – Maître d'œuvre

Le maître de l'ouvrage est l'Université de La Réunion.

La conduite d'opération est assurée par la Direction des Études, des Travaux et du Patrimoine Immobilier de l'Université de La Réunion.

La maîtrise d'œuvre est assurée par la Direction des Études, des Travaux et du Patrimoine Immobilier de l'Université de La Réunion.

2.2. Contrôle technique

Le contrôleur technique est L'ORGANISME DE CONTRÔLE DIDES.

Sa mission comprend :

- la mission L, portant sur la solidité des ouvrages et des éléments d'équipements indissociables,
- la mission S, portant sur les conditions de sécurité des personnes dans les constructions,
- la mission Hand relative à l'accessibilité des constructions pour les personnes handicapées,
- la mission de type P1 relative à la solidité des éléments d'équipement non indissociablement liés.

2.3. Coordinateur en matière de sécurité et de protection de la santé

Il n'est pas désigné de coordonnateur en matière de sécurité et prévention de la santé.

Toutefois, en application du décret 92-158 du 20 février 1992, un plan de prévention sera établi avec l'entreprise retenue avant tout début des travaux.

De plus l'entreprise aura en charge la réalisation du DIUO.

2.4. Forme des notifications et informations

Lorsque la notification au titulaire des décisions ou informations du pouvoir adjudicateur qui font courir un délai est faite en courrier recommandé avec avis de réception, la date de présentation du courrier par les services postaux est la date de départ du décompte des délais.

2.5. Marchés à tranches optionnelles

Sans objet.

ARTICLE 3 - PIÈCES CONTRACTUELLES

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre ci-après :

- l'acte d'engagement ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP), contenant la description des ouvrages et des spécifications techniques ;
- les plans ;
- l'offre technique du titulaire ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché ;
- la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) ;
- [le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux \(CCAG\) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.](#)

Le présent article déroge à l'article 4.1 du CCAG.

CHAPITRE 2 – PRIX ET RÈGLEMENT DES COMPTES

ARTICLE 4 - CONTENU ET CARACTÈRE DES PRIX

4.1. Distinction des prix forfaitaires et des prix unitaires

Les prestations objet du marché sont rémunérées par application d'un prix global et forfaitaire.

4.2. Variation dans les prix

4.2.1. Les prix sont fermes et actualisables.

4.2.2. La date d'établissement du prix initial est la date de remise de l'offre finale par le titulaire.

Si le mois de la date du début de délais contractuel d'exécution des travaux est supérieur de plus de trois mois au mois de date de valeur des prix, une actualisation du prix du marché est pratiquée par la formule définie à l'article 9.4.3 du CCAG.

4.24. L'index utilisé pour le calcul d'actualisation des prix est l'index local publié par la [CERBTP](#) : GO05 : plâtre et préfabriqués

ARTICLE 5 - RÉMUNÉRATION DU TITULAIRE

5.1. Avances

Parmi les deux options alternatives définies à l'article 10 du CCAG, l'option A s'applique.

5.2. Retenue de garantie

Une retenue de garantie est prélevée sur chacun des versements autres qu'une avance. Le montant de la retenue de garantie est celui défini à l'article R. 2191-33 du code de la commande publique.

La retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande. En revanche, elle ne peut pas être remplacée par une caution personnelle et solidaire.

5.3. Retenue pour non remise du dossier des ouvrages exécutés

Une retenue est prélevée sur le dernier décompte mensuel. Le montant de cette retenue est égal à 5% du montant du montant total des sommes auxquelles le titulaire peut prétendre, du fait de l'exécution du marché depuis sa notification.

Cette retenue ne peut pas être remplacée, ni par une caution personnelle et solidaire, ni par une garantie à première demande.

Elle sera remboursée selon les dispositions suivantes :

- 50 % à la remise du projet de dossier des ouvrages exécutés ;

- 50% à la remise des éléments complémentaires à la suite de la vérification du dossier par le maître d'œuvre.

Cet article déroge à l'article 19.3 du CCAG.

ARTICLE 6 - MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES COMPTES

6.1. Demandes de paiement mensuelles

6.1.1. Le titulaire établit le projet de décompte suivant les dispositions de l'article 12.1 du CCAG.

6.1.2. Il procède à la facturation électronique définie au 6.4.

6.1.3. Une copie de la demande de paiement, accompagnée du certificat de dépôt, est à transmettre obligatoirement au conducteur d'opération.

6.2. Acomptes mensuels

Le montant de l'acompte mensuel à régler au titulaire est déterminé à partir du décompte mensuel ci-avant, suivant les dispositions de l'article 12.2 du CCAG.

Le pouvoir adjudicateur procède au paiement sur la base des sommes qu'il admet.

Le délai de paiement court à compter de la date la plus récente des actions définies aux 6.1.2 et 6.1.3.

6.3. Demande de paiement finale

Le titulaire établit le projet de décompte final selon les dispositions de l'article 12.3 du CCAG.

6.4. Facturation électronique

Le titulaire dépose sa demande de paiement sur la plateforme Chorus Portail Pro¹, comme défini à l'article 12.6 du CCAG. La demande comportera obligatoirement les informations suivantes :

- le numéro de SIRET de l'Université de La Réunion, destinataire de la facture : 199 744 780 00016
- le code service : UR974SFD
- le numéro d'engagement (numéro composée de 10 chiffres et commençant par 45) à réclamer au maître de l'ouvrage.

¹ <https://chorus-pro.gouv.fr>

CHAPITRE 3 – DÉLAIS

ARTICLE 7 - DÉLAIS

7.1. Délais d'exécution

Le délai d'exécution du marché est de deux mois. Il comprend la période de préparation définie à l'article 9 et le délai d'exécution des travaux défini ci-dessous.

Le délai d'exécution des travaux, d'un mois, est celui imparti pour la réalisation des travaux incombant au titulaire, y compris le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et lieux.

La date à partir de laquelle démarre la période de préparation est la date de notification de l'ordre de service.

La date à partir de laquelle démarre le délai d'exécution des travaux est le lendemain de la date limite de la période de préparation.

Le présent article déroge à l'article 18.1.1 du CCAG.

7.2. Calendrier détaillé d'exécution

7.2.1. Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré par titulaire, dans le cadre du délai d'exécution figurant à l'article 7.1.

Le calendrier détaillé d'exécution distingue les différents ouvrages dont la construction fait l'objet des travaux.

7.2.2. Au cours du chantier, le maître d'œuvre peut modifier le calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai d'exécution, fixé à l'article 7.1.

7.2.3. Le calendrier initial visé à l'article 7.2.1 éventuellement modifié comme il est indiqué à l'article 7.2.2 est notifié par ordre de service au titulaire.

7.3. Prolongation des délais d'exécution

7.3.1. Les congés dits « du BTP » ne donnent pas lieu à une prolongation du délai d'exécution du marché. Cependant si la période d'exécution du marché est comprise entre le 20 décembre 2025 et le 11 janvier 2026 (inclus), le délai d'exécution du marché est prolongé de 23 jours.

7.3.2. En vue de l'application éventuelle du troisième alinéa de l'article 18.2.3 du CCAG, les délais d'exécution des travaux seront prolongés d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou plusieurs phénomènes naturels ci-après dépassera son intensité limite plus longtemps que la durée indiquée, et ce pendant les heures de travail, pour autant qu'il y ait eu entrave à l'exécution des travaux dûment constatée par le maître d'œuvre.

Les horaires de travail sont définis en début de chantier, ou à défaut du lundi au vendredi (hors jours fériés) de 8h à 16 h.

7.3.2.1. Cyclones :

- alerte rouge cyclonique d'au moins 2 heures,
- phase de sauvegarde cyclonique d'au moins 4 heures.

7.3.2.2. Fortes pluies / orages :

- vigilance météorologique renforcée « fortes pluies / orages » pendant plus de 2 heures,

7.3.2.3. Vent forts :

- vigilance météorologique renforcée « vents forts » pendant plus de 2 heures,

Cette prolongation ne se cumule pas avec celle de l'article 7.3.1.

ARTICLE 8 - PÉNALITÉS, PRIMES ET RETENUES

8.1. Retenues et pénalités pour retard

En cas de retard dans la remise des études d'exécution pendant la période de préparation, une retenue provisoire est appliquée. Le montant de cette retenue est fixé à 40 euros par jour calendaire de retard.

En cas de retard dans l'exécution d'un ouvrage, à la date définie dans le calendrier détaillé d'exécution, des retenues provisoires sont opérées sur chaque décompte mensuel. Le montant de la retenue est de 40 euros par jour calendaire de retard.

En cas de retard dans le délai d'exécution de l'ensemble des travaux, une pénalité journalière calendaire de 80 euros est appliquée au montant des sommes dues à l'entreprise.

Le présent article déroge à l'article 19.2.3 du CCAG.

8.2. Retenues et pénalités pour remise des documents fournis après exécution

Des retenues provisoires dans la remise des éléments nécessaires à la constitution du dossier des ouvrages exécutés (DOE) et du dossier d'intervention ultérieur sur l'ouvrage (DIUO), dans les conditions fixées à l'article 12, sont opérées par prélèvement sur chacun des versements autres qu'une avance.

Le montant des retenues est égal à 5% de l'avancement.

Le titulaire remet sa demande de levée de retenues au maître d'œuvre, après la remise complète des documents.

En cas de retard dans la fourniture des documents après les délais définis à l'article 40 du CCAG, une pénalité journalière calendaire de 10 euros est appliquée au montant des sommes dues à l'entreprise.

8.3. Primes pour avance

En cas d'avance dans l'exécution de l'ensemble des travaux, le titulaire bénéficiera d'une prime journalière calendaire de 50 €.

Pour profiter de cette prime, les travaux ne devront faire l'objet d'aucune réserve.

8.4. Pénalités pour absences ou retards aux rendez-vous de chantier

En cas d'absence à un rendez-vous de chantier, il est appliqué une pénalité forfaitaire de 100 euros.

En cas de retard de plus de 30 minutes à un rendez-vous de chantier, il est appliqué une pénalité forfaitaire de 50 euros.

8.5. Pénalités pour non respect d'obligations relatives à la sécurité et à la protection de la santé

Le montant des pénalités pour non respect des obligations figurant dans le plan de prévention est fixé à 250 euros par infraction constatée par le maître d'œuvre.

8.6. Pénalité pour non respect des obligations relatives à la protection de l'environnement

Le montant des pénalités pour non respect des obligations prévues au marché est fixé à 250 euros par infraction constatée par le maître d'œuvre ou le maître de l'ouvrage.

8.7. Pénalité pour absence de nettoyage en fin de chantier

Le montant de la pénalité pour absence de nettoyage en fin de chantier est fixé à 3 euros par mètre carré de surface à traiter.

Elle sera appliquée par simple constat du maître d'œuvre, de l'absence :

- de l'évacuation des déchets (gravois, emballages, etc.), et matériels ou matériaux divers (établis, échelles, barres, planches, tourets de câbles, etc.) ;
- de balayage des sols ;
- de suppression des souillures diverses (peintures, colles, alimentaire, etc.).

8.8. Exonération et plafond du montant des primes et des pénalités

Le montant total des pénalités ne peut excéder 15% du montant hors taxes du marché, ou de l'ensemble des tranches affermies.

Le titulaire n'est pas exonéré des pénalités quel que soit le montant de celles-ci.

Le présent article déroge à l'article 19.2.1.

CHAPITRE 4 – RÉALISATION DES OUVRAGES

ARTICLE 9 - PRÉPARATION DES TRAVAUX

Une période de préparation des travaux est prévue au marché. Sa durée est d'un mois.

La période de préparation est répartie comme suit :

1) Deux semaines pour :

- l'établissement du plan de prévention et du plan d'installation de chantier,
- l'établissement des documents d'exécution,
- l'établissement du calendrier détaillé d'exécution.

2) Deux semaines pour la délivrance du visa du maître d'œuvre et du contrôleur technique.

3) Le reste pour :

- la commande des matériaux et matériels,
- l'installation de chantier.

ARTICLE 10 – GESTION DE LA QUALITÉ

Afin d'assurer la qualité des travaux et des matériaux, le prestataire devra élaborer des fiches d'autocontrôle.

Ces fiches seront soumises au maître d'œuvre à la fin de la réalisation de chaque élément de l'ouvrage.

Un autocontrôle sera également réalisé sur les éléments d'ouvrages démontés et remontés pour la commodité des travaux, ou sur les éléments d'ouvrages déconsignés.

ARTICLE 11 - PLANS D'EXÉCUTION – NOTES DE CALCULS – ETUDES DE DÉTAIL

Les documents prévus à l'article 29.1 du CCAG sont fournis par le titulaire en deux exemplaires dont un sur support numérique permettant la reproduction (de préférence au format PDF).

Un exemplaire sera transmis par voie électronique au maître d'œuvre et un exemplaire sera transmis sous forme papier au contrôleur technique.

ARTICLE 12 - INSTALLATION, ORGANISATION, SÉCURITÉ ET HYGIÈNE DU CHANTIER

12.1. Installations de chantier

Le titulaire a à sa charge, les installations de chantier définies à l'article 31.1 du CCAG.

12.2. Chantier vert

Le chantier se déroule en parfaite adéquation avec le respect de l'équilibre du site. Dans ce cadre :

- une organisation spatiale stricte du chantier est mise en place afin de limiter les nuisances visuelles, auditives et olfactives subies par les riverains ;
- des mesures sont prises pour réduire les gênes classiques engendrées par tout chantier (nettoyage régulier des chaussées, arrosage des pistes pour limiter les poussières volantes, gestion des approvisionnements en « heures creuses », réduction des émissions sonores des engins et appareillages de chantier...) ;
- la collecte des déchets de chantier (gravats, emballages, bois...) est sélective et adaptée aux systèmes de valorisation des déchets en vigueur au moment des travaux ;
- des matériaux respectueux de l'environnement sont utilisés ;
- un contrôle strict et des vérifications régulières des véhicules et engins de chantier sont également organisés afin de limiter les pollutions abusives du site et de son environnement immédiat (émanations d'échappements, fuites d'huile...).

12.3. Raccordements aux réseaux et gestion des fluides

Le titulaire a à sa charge :

- la fourniture et le raccordement d'un tableau de chantier muni d'un compteur ;
- la fourniture et le raccordement d'un compteur et d'un robinet sur point d'eau existant à proximité du chantier.

Les fluides sont mis à disposition du titulaire sans contrepartie financière. Les données des compteurs serviront aux statistiques des consommations de l'université.

Le titulaire doit cependant gérer ses consommations dans le respect de la démarche « chantier vert ». Dans le cas contraire, les pénalités définies à l'article 8.6 sont appliquées.

12.4. Sécurité du public

Il appartient au titulaire de ne pas effectuer, en présence du public, des travaux qui feraient courir un danger quelconque à ce dernier ou qui apporteraient une gêne pour son évacuation.

12.5. Nettoyage et remise en état

Chaque entrepreneur, après chaque intervention en un lieu donné, doit laisser l'emplacement propre et libre de tous déchets. Il devra notamment procéder à l'enlèvement des gravois de ses travaux et au balayage des sols.

L'entrepreneur qui succède est en droit d'exiger cet état de propreté avant d'entreprendre ses travaux.

A la fin des travaux, le titulaire aura la charge de procéder au nettoyage de ses propres ouvrages.

Dans le cas de non-respect des prescriptions ci-dessus, le maître d'œuvre pourra à tout moment faire procéder par un tiers de leur choix, au nettoyage et sortie de gravois ; les frais seront supportés par le titulaire.

ARTICLE 13 - DOCUMENTS FOURNIS APRÈS EXÉCUTION

Le titulaire remet au maître d'œuvre les documents prévus à l'article 40 du CCAG. Ces documents seront fournis en deux exemplaires, dont un sous forme électronique aux caractéristiques suivantes :

- tous documents au format PDF, y compris les plans,
- les plans au format DWG, compatibles avec AutoCad,

CHAPITRE 5 – RÉCEPTION ET GARANTIES

ARTICLE 14 - RÉCEPTION

Le titulaire avise le maître d'œuvre, par écrit, de la date à laquelle il estime que les travaux ont été achevés. Le maître d'œuvre procède, le titulaire ayant été convoqué, aux opérations préalables à la réception des ouvrages dans un délai qui est de vingt jours à compter de la date de réception du dernier avis mentionné ci-dessus.

CHAPITRE 6 – DÉROGATIONS AUX DISPOSITIONS DU CCTG ET DU CCAG

ARTICLE 15 - RÉCAPITULATIF DES DÉROGATIONS AUX DISPOSITIONS DU CCAG

L'article 5.3 du présent CCAP déroge à l'article 19.3 du CCAG.
L'article 6 du présent CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG.
L'article 7.1 du présent CCAP déroge à l'article 18.1.1 du CCAG.
L'article 8.1 du présent CCAP déroge à l'article 19.2.3 du CCAG.
L'article 8.8 du présent CCAP déroge à l'article 19.2.1 du CCAG.

A , le/...../2025

Le soumissionnaire

Le pouvoir adjudicateur